

13 février 1997, Ottawa

Allocution avant le dépôt du budget fédéral

Dans quelques jours, le gouvernement déposera le quatrième budget de son mandat. Pour tous les gouvernements, les budgets sont des étapes marquantes d'un mandat. Ils indiquent quelles sont ses priorités au titre des dépenses. Quel est son plan d'action. Il s'agit d'une bonne occasion pour partager avec vous, et avec tous les Canadiens et toutes les Canadiennes, mes impressions sur le chemin que nous avons parcouru durant ce mandat.

Et sur la direction que nous entendons prendre. Pas seulement en tant que gouvernement, mais en tant que pays. Lors de notre accession au pouvoir en 1993, le Canada avait perdu sa souveraineté financière. Nous étions si endettés et si dépendants des marchés financiers et des négociateurs d'obligations, que ces derniers avaient plus à dire sur notre économie que les Canadiens eux-mêmes. Notre avenir économique et social reposait sur leurs humeurs et leurs opinions.

Le pays n'aurait pu se retrouver en plus fâcheuse position. En janvier 1994, le taux de chômage s'élevait à 11,4 %, tandis que le déficit a atteint un niveau record, soit 42 000 000 000 \$. Les Canadiens avaient perdu espoir, ils ne croyaient plus qu'un renversement économique soit possible. Nous devons leur redonner espoir. Il était très clair que si nous, en tant que gouvernement et en tant que pays, n'avions pas commencé par assainir les finances publiques, le déclin économique du pays se poursuivait et le chômage continuerait à grimper. Et le gouvernement aurait ainsi perdu toute marge de manœuvre pour intervenir en faveur des Canadiens et des Canadiennes.

Par conséquent, nous sommes intervenus. Nous avons posé les gestes promis aux Canadiens dans le Livre rouge. Les chiffres, tout le monde les connaît. Nous avons ramené le déficit de 6 % du Produit intérieur brut, lorsque nous avons formé le gouvernement à l'objectif provisoire inscrit dans le Livre rouge. Nous atteindrons, voire dépasserons, l'objectif de 3 % du PIB dans le budget qui sera déposé la semaine prochaine. Et au rythme où vont les choses, nous sommes en bonne voie d'atteindre notre objectif de 2 % en 1997-1998.

Je ne prétendrai pas que certaines compressions n'ont pas fait mal. Mais nous avons tenté d'accomplir notre tâche sans renier les valeurs qui sont chères aux Canadiens et aux Canadiennes. Des valeurs comme l'équité, envers les régions et les personnes, la compassion, la bienveillance. Ceci sans renier notre conviction en des mesures sociales fortes qui peuvent contribuer à maintenir une qualité de vie décente pour les Canadiens et les Canadiennes. C'est pour cette raison que nous avons comprimé les dépenses au titre de la Défense mais mis en place un Programme de nutrition prénatale et de nouveaux Centres d'excellence en santé féminine. C'est pour cette raison que nous avons réduit les subventions aux entreprises mais accru les dépenses consacrées à la jeunesse. C'est pour cela que nous avons éliminé des échappatoires fiscales pour les Canadiens nantis, mais relevé le plafond admissible pour les parents qui cotisent à un Régime d'épargne études pour leurs enfants.

La tâche n'est toutefois pas terminée, mais on commence à voir la lumière au bout du couloir. Nous commençons déjà à bénéficier des résultats, faible taux d'inflation, taux d'intérêt bas,

des conditions économiques qui favorisent une croissance soutenue et plus vigoureuse, ainsi qu'une capacité accrue d'investir de façon stratégique en fonction du prochain siècle. Les taux d'intérêt sont à leur niveau le plus bas depuis 35 ans. Au cours des deux dernières années, les taux d'intérêt ont baissé de 5,5 %. Les taux à court terme sont maintenant 2,25 % plus bas que les taux américains, après avoir été en moyenne deux points plus élevés au Canada qu'aux États-Unis pendant 20 ans.

C'est plus que la réalisation d'un gouvernement, c'est une réalisation canadienne. Nous réussissons grâce à notre rigueur et grâce à l'appui des Canadiens. Les Canadiens comprennent depuis le début qu'il s'agit de rebâtir la crédibilité de notre pays. La capacité de fixer des objectifs et de les atteindre relève la confiance que les autres ont en notre pays. Et, par-dessus tout, cela nous aide à reprendre confiance en nos moyens. Les conjoncturistes du secteur privé prévoient que nous assisterons à une véritable relance de l'économie en 1997 et 1998. Ils affirment que nous devancerons la plupart des pays industrialisés en termes de croissance économique. Ils affirment que l'économie créera 300 000 emplois additionnels par an au cours des deux prochaines années, ce qui s'ajoute aux 700 000 emplois créés depuis que nous formons le gouvernement.

Je sais que ces chiffres ne sont d'aucun réconfort pour ceux et celles qui n'ont pas de travail. Mais je tiens à ce qu'ils comprennent, ainsi que tous les Canadiens et Canadiennes, ce que nous faisons pour combattre le chômage. Et comment je crois que nos interventions vont créer une économie renforcée et plus d'emplois pour tous les Canadiens. Immédiatement après notre accession au pouvoir, nous avons honoré la promesse du Livre rouge de mettre en place le programme de travaux d'infrastructure du Canada en partenariat avec les provinces et les municipalités. Cette mesure s'est traduite par la mise en œuvre de 12 000 projets d'immobilisation dans toutes les provinces canadiennes, procurant ainsi du travail à plus de 100 000 Canadiens et Canadiennes. Et nous reconduisons ce programme pour une autre année.

Nous avons saisi les occasions qu'offre une économie mondialisée à un pays comme le Canada. Presque plus que tout autre pays industrialisé, nos emplois dépendent des exportations. C'est pour cette raison que nous avons joué un rôle de premier plan en matière de libéralisation des échanges un peu partout dans le monde et que nous avons appuyé activement la création de zones de libre-échange dans la région du Pacifique et sur tout le continent américain. Nous travaillons d'arrachepied pour aider les gens d'affaires canadiens de la petite et de la grande entreprise à vendre les produits et le savoir-faire canadiens à l'étranger pour créer des emplois ici au pays. C'est le sens qu'il faut donner aux succès remportés par les missions d'Équipe Canada y compris celle d'il y a quelques semaines.

Ces activités et d'autres mesures de promotion du commerce se poursuivront dans les mois et années qui viennent. Nous avons utilisé la même approche, le partenariat, dans la création de la Commission canadienne du tourisme avec les provinces et le secteur privé. Les spécialistes s'accordent pour dire que ce secteur pourrait, à lui seul, soutenir la création de 25 000 emplois au cours des dix prochaines années. Les résultats indiquent qu'une meilleure coordination des efforts porte déjà fruit, puisque notre déficit touristique a été ramené de 8 à 2 000 000 000 \$.

Nous avons également investi dans d'autres secteurs d'avenir clés. Des industries où le

Canada peut rivaliser avec les meilleurs au monde. C'est pourquoi nous avons mis en œuvre la mesure Partenariat technologique Canada. Pour investir dans les gagnants qui œuvrent dans des secteurs de pointe pas à renfort de subventions ou de prêts, mais par des investissements commerciaux. Cela se traduira par des milliers d'emplois pour les Canadiens et Canadiennes, de bons emplois d'avenir. Ainsi, nous nous sommes engagés à aider l'industrie aérospatiale à passer du sixième au quatrième rang mondial. Avec les dizaines de milliers d'emplois que cela entraînera.

Nous nous sommes également attaqués à certains obstacles structurels qui nuisent à l'emploi. Nous avons transformé le programme d'assurance-chômage en un programme d'assurance-emploi, en éliminant les mesures non incitatives et en améliorant la pérennité du régime. Nous avons réduit les cotisations à l'assurance-emploi. Elles sont présentement de 14 % moins élevées que ce qu'avaient prévu le gouvernement précédent. Et l'an dernier, nous avons mis en place un Programme pour l'embauche de nouveaux travailleurs amélioré et restructuré, qui éliminera pratiquement les cotisations à l'assurance-emploi pour les nouveaux emplois pour près de 900 000 entreprises admissibles qui recrutent de nouveaux employés.

Dans ces gestes comme dans tout ce que nous avons fait au cours des quatre dernières années, nous avons toujours cherché à identifier des priorités. De fait, nous avons complété l'examen des programmes le plus exhaustif de l'histoire canadienne afin de consacrer nos ressources limitées aux enjeux les plus importants pour les Canadiens. Nous avons cherché à identifier les dossiers qui serviraient le mieux les intérêts de la population canadienne. Où il était raisonnable d'établir des partenariats avec les provinces, le secteur privé ou les organismes communautaires et où il valait mieux leur laisser le champ libre.

Notre approche sectorielle, étape par étape, nous permet d'avancer. Le gouvernement ne peut pas tout faire seul. Il doit choisir ses priorités et trouver des moyens pour encourager les autres à faire leur part. Dans nos relations avec le secteur privé, nous sommes passé des subventions au partenariat, et cela donne déjà de bons résultats : nos gens d'affaires innovent aussi bien au pays qu'à l'étranger. Pensez à Équipe Canada. Fondé sur des partenariats entre les pouvoirs publics fédéral, provinciaux et municipaux, notre programme d'infrastructure a permis d'effectuer des investissements stratégiques dans nos collectivités et de créer des emplois. Les nouvelles ententes en matière de main-d'œuvre conclues avec le Nouveau-Brunswick et l'Alberta démontrent que les gouvernements peuvent collaborer d'une nouvelle façon dans l'intérêt des Canadiens et des Canadiennes. Et notre entente avec les provinces de travailler ensemble pour lutter contre la pauvreté de l'enfance démontre que les gouvernements peuvent travailler ensemble pour régler l'enjeu social le plus important de notre époque.

Le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et notre garantie de maintenir un plancher pour la contribution en espèces... Notre réforme de l'Assurance-emploi et du régime de prestations de la vieillesse... La création avec les provinces et les territoires, d'un Conseil ministériel sur le renouvellement de la politique sociale... Ainsi que la consultation nationale menée dans le cadre des travaux du Forum national sur la santé a tous jeté les bases d'une nouvelle approche pour assurer l'avenir des mesures sociales, notamment notre régime de soins de santé. Ces interventions pérennisent ces programmes et nous assurent qu'ils n'auront pas simplement été un droit acquis à la

naissance pour la génération actuelle... mais bel et bien un héritage que nous pourrions léguer aux générations futures.

Je sais que l'avenir des programmes sociaux préoccupe les Canadiens et Canadiennes. Je sais que certaines des réformes et compressions ont été particulièrement difficiles pour certaines personnes. Mais l'objectif de toutes nos interventions a été de faire en sorte que ces programmes soient toujours là pour les générations futures. En posant les gestes que nous devons poser de façon décente et dans le respect de la personne nous sauvons le filet de sécurité sociale du Canada. Ne vous y trompez pas, lorsqu'un pays doit chaque année accroître les versements qu'il effectue à des banques étrangères et réduire ses dépenses sociales, ces programmes n'en ont plus pour très longtemps. C'est pour cette raison que nous avons dû mettre autant d'acharnement à redresser les finances publiques. C'est également pour cette raison que ces programmes pourront à nouveau continuer de croître.

Notre prochain budget s'inscrira selon la même approche équilibrée. Nous ne nous écarterons pas de notre rigueur budgétaire. Ce n'est pas le temps d'abandonner. Pas après tant de sacrifices consentis par tant de personnes. Pas après un aussi grand nombre d'années d'échec de nos prédécesseurs. Pas quand nous touchons presque au but. Pas si nous voulons que nos enfants puissent bénéficier des mêmes chances que nous avons eues. Pas si nous voulons qu'ils aient à leur disposition des outils et des choix pour bâtir leur avenir.

Ce serait une erreur de revenir à une période de déficits élevés et d'espoirs anéantis. Ce serait une erreur de laisser s'envoler notre avenir. Dans notre prochain budget, à mesure que nous apercevons la lumière au bout du couloir, nous pouvons commencer à investir sagement pour l'avenir. La technologie et la mondialisation transforment l'activité économique. Les gouvernements ne peuvent rien y changer. Les nations ne peuvent s'y soustraire. Par contre, ce que nous pouvons faire, et c'est ce que nous faisons, c'est faire en sorte que le Canada et les Canadiens se retrouvent parmi les gagnants de la nouvelle donne économique. Une nouvelle économie qui sera, plus que jamais, une économie du savoir et une économie fondée sur notre capacité d'apprendre.

Cela signifie qu'il faut aider nos universités à moderniser et à accroître leurs capacités scientifiques et aider nos hôpitaux universitaires à améliorer leur capacité de recherche. Cela signifie accroître nos investissements dans les technologies de pointe, dans la recherche et dans le développement. Investir dans l'avenir signifie investir dans la jeunesse. Hier, le ministre du Développement des ressources humaines a annoncé une stratégie d'emploi pour les jeunes qui s'étend à l'ensemble du gouvernement. Elle ouvrira de nouveaux horizons d'emploi à 110 000 jeunes Canadiens et Canadiennes et élargira nombre de mesures existantes qui remportent du succès. Tout aussi important, cette stratégie consolidera les instruments qui sont déjà à la portée des jeunes Canadiens, en les rendant plus accessibles grâce à un plus grand nombre de lignes sans frais, à un nouveau site Web et à des salons de la jeunesse qui s'adresseront aux jeunes dans leur langage et là où ils se trouvent.

Investir dans nos horizons économiques est certes important, mais une économie saine n'est pas une fin en soi. Ce qui est important, c'est une société saine. Et cela signifie une qualité de vie décente pour tous les citoyens. Et un engagement à aider ceux et celles qui en ont le plus besoin. En juin dernier, dans cet hôtel, à la veille de la réunion des

premiers ministres, j'avais promis aux Canadiens et aux Canadiennes que nous travaillerions de concert avec les provinces pour réduire la pauvreté des enfants au Canada. Nous avons travaillé avec acharnement. Nous avons montré qu'avec de la bonne volonté et des objectifs communs, le fédéralisme canadien fonctionne. Je tiens à féliciter Pierre Pettigrew et ses homologues provinciaux de l'excellent travail qu'ils ont entrepris.

Le choix de cette priorité comme premier objectif poursuivi dans le contexte d'une situation budgétaire plus favorable, est aussi révélateur des valeurs d'un gouvernement, et d'un pays, que les décisions relatives aux compressions quand la situation financière devient difficile. Au cours des prochains jours, nous annoncerons des gestes concrets qui marqueront le début des efforts nous permettant d'élaborer une approche efficace moderne et véritablement nationale en matière de prestations et de services aux enfants et aux familles qui ont besoin de notre aide. Ce ne sera pas la solution au problème. Ce sera le début de la solution. L'investissement judicieux d'un des nombreux avantages que nous procure le succès de notre lutte collective aux déficits fédéral et provinciaux. Ce sera un versement initial au moment où nous avons les moyens d'intervenir en faveur de la justice sociale.

Tout comme la mise en place de notre régime de prestation aux aînés s'est étalée sur plusieurs années, la mise en place d'une approche nationale pour combattre la pauvreté de l'enfance ne se fera pas du jour au lendemain, elle se fera étape par étape. Mais comme vous le savez, la première étape est souvent la plus difficile et la plus importante. C'est l'étape que nous franchirons au cours des prochains jours. Nous développerons le système à partir de là, en partenariat, aussi rapidement que notre situation financière le permettra. Investir dans la population signifie investir dans un pays sain. La semaine dernière, le Forum national sur la santé a déposé son rapport. Je suis fier du travail accompli par le Forum national. Il s'agissait aussi d'un engagement du Livre rouge, soit voir plus loin que les manchettes et entendre plus que les groupes de pression, pour examiner en profondeur comment nous pouvons améliorer notre système national de soins de santé. Il a réuni des spécialistes réputés provenant de tous les horizons, et de tout le pays. Et ils sont arrivés à un consensus, avant l'échéance et en deçà du budget alloué.

Ils appuient à l'unanimité un régime de soins de santé universel, accessible et financé par les pouvoirs publics. Et ils reconnaissent que notre pays, sources publiques et privées de financement confondues, consacre des sommes suffisantes au système de soins de santé. Mais ces sommes ne sont pas dépensées de façon assez judicieuse ou dans les bons secteurs. Nous nous sommes trop attardés aux besoins des institutions, et pas assez à ceux des Canadiens et des Canadiennes. Le rapport du Forum national sur la santé n'est rien de moins qu'un nouveau modèle pour les soins de santé au Canada. Une nouvelle façon de relever le défi d'un pays sain tout en respectant les grands principes de la Loi canadienne sur la santé.

Ce rapport ne s'empoussiera pas sur les tablettes. Au nom du gouvernement, le ministre de la Santé, David Dingwall, commence dès maintenant à répondre aux recommandations qui y sont faites. Nous aurons des mesures concrètes à annoncer au cours des prochains jours et des prochaines semaines.

Mesdames et messieurs, nous sommes entrés dans la quatrième année de notre mandat. Mais nous ne ralentirons pas, ni au cours des prochains jours ou des prochaines semaines.

Parce que la tâche qui consiste à bâtir un pays uni et engagé ne peut jamais ralentir. À plusieurs reprises, j'ai dit que bâtir le Canada est une tâche quotidienne. On ne mesure pas la valeur de notre système avec de beaux discours. Elle se mesure à notre capacité de travailler avec les provinces et avec le secteur privé, avec les organismes locaux et bénévoles... à l'atteinte d'objectifs communs.

À ceux qui parlent du statu quo, d'un fédéralisme rigide qui ne peut pas changer, je leur demande de jeter un coup d'œil au bilan des trois dernières années et demie. Les gouvernements qui collaborent au sein d'Équipe Canada pour ramener des emplois ici. Le programme fédéral, provincial, municipal de travaux d'infrastructure. Notre collaboration en matière de promotion touristique. La première entente permettant de réduire des entraves au commerce intérieur.

Notre nouvelle initiative dans le dossier de la pauvreté de l'enfance. Le transfert aux provinces de la formation de la main-d'œuvre. La reconnaissance par la Chambre des communes de la société distincte pour le Québec. Les cinq vetos régionaux. Le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux. Les limites dans le recours unilatéral au pouvoir fédéral de dépenser.

Une meilleure collaboration dans des domaines de compétences partagées tels l'environnement. Voilà autant de preuves que nous formons un pays qui évolue et qui progresse. Nous donnons la preuve que le Canada fonctionne, que nos gouvernements peuvent travailler en collaboration dans l'intérêt de tous les citoyens sur les grands enjeux économiques et sociaux, en matière d'environnement, et lorsque vient le temps de présenter le visage du Canada au reste du monde. Nous montrons qu'il est possible de moderniser le Canada et de le préparer à entrer dans le XXI^e siècle. Et nous continuerons à répondre aux besoins véritables de la population. À diriger les affaires de l'État dans l'intérêt de toutes les régions et parties du Canada.

Nous continuerons à faire ce qui a permis au Canada de devenir le meilleur pays au monde : nous entendre, parvenir à des compromis, respecter la diversité canadienne, être attentifs aux besoins des plus vulnérables et, continuellement, bâtir l'avenir.